

Le Burundi accuse lâ€™TMUE dans la tentative de coup dâ€™TM%tat de 2015

RFI, 26/09/2020 Burundi : Ndayishimiye accuse l'UE d'Ãatre Â« complice Â» de la tentative de coup d'Ã%tat de 2015 Lors de sa premiÃre confÃ©rence de presse publique depuis son investiture, le gÃ©nÃ©ral Ã%variste Ndayishimiye sâ€™TMen est pris violemment Ã lâ€™TMUnion europÃ©enne et lâ€™TMa accusÃ© dâ€™TMavoir participÃ© Ã la tentative de coup dâ€™TM%tat de 2015 vouloir renouer le dialogue.

Pendant trois heures, le chef de lâ€™TM%tat du Burundi a rÃ©pondu aux questions des journalistes sur tous les mÃ©dias publics et privÃ©s du pays. Câ€™TMÃ©tait sa premiÃre confÃ©rence de presse publique depuis son investiture, il y a un peu plus de trois mois. Durant ce rendez-vous mÃ©diatique, la prise de parole du gÃ©nÃ©ral Ã%variste Ndayishimiye sur lâ€™TMUnion europÃ©enne a Ã©tÃ© lâ€™TMun des moments forts. Le Burundi est prÃªt Ã renouer avec lâ€™TMUnion europÃ©enne, mais pas Ã nâ€™TMimporte quelles conditions, a expliquÃ© Ndayishimiye, en accusant directement lâ€™TMUE dâ€™TMavoir participÃ© Ã la tentative de coup dâ€™TM%tat de 2015 contre son prÃ©dÃ©cesseur. Â« Toute chose Ã une fin Â» Â« Nos relations avec lâ€™TMUnion europÃ©enne se sont dÃ©gradÃ©es, que nous avons constatÃ© que cette organisation Ã©tait complice dans la tentative de coup dâ€™TM%tat de 2015. Comme ils n'ont pas pu nous abattre par la force, ils se sont dit : "Prenons des sanctions contre ce gouvernement pour que la pauvretÃ© le fasse tomber", heureusement Dieu a veillÃ© sur nous Â», a-t-il dÃ©clarÃ©. Lâ€™TMUnion europÃ©enne est le premier bailleur de fonds du Burundi qui a pris des sanctions budgÃ©taires contre Gitega depuis 2016, au plus fort de la crise en raison de graves violations des droits de lâ€™TMhomme Ã lâ€™TMactif du pouvoir. AprÃ©s cela, le prÃ©sident burundais sâ€™TMest dit ouvert Ã rÃ©ouverture du dialogue. Â« Toute chose Ã une fin. Câ€™TMest pourquoi aujourdâ€™TMhui, nous leur avons dÃ©jÃ annoncÃ© que nous ne les a pas chassÃ©, vous Ãates partis de vous-mÃªmes. Si vous voulez renouer (avec nous), la porte est ouverte Â», a-t-il expliquÃ© devant les journalistes avant dâ€™TMajouter que Â« le plus important pour nous, câ€™TMest que le Burundi reste ouvert Ã la coopÃ©ration Â». Â« Sâ€™TMils veulent quâ€™TMon coopÃ©re rÃ©ellement, il nâ€™TMy a aucun problÃ©me parce quâ€™TMon nâ€™TMa pas imposÃ© de sanctions contre lâ€™TMUnion europÃ©enne. Mais brandir telle ou telle rÃ©solution, Ãsa ne marche pas, il faut plutÃ´t dialoguer. Nous savons que lâ€™TMaccord de Cotonou a fait son temps, et quâ€™TMon est en train de nÃ©gocier la suite, nous, nous poursuivons notre marche en avant Â», a-t-il conclu. Une Â« posture Â» ? Selon des sources diplomatiques, Gitega et Bruxelles sont en passe de reprendre un dialogue politique interrompu depuis cinq ans. Lâ€™TMUnion europÃ©enne sâ€™TMest dite prÃªte Ã accompagner le nouveau pouvoir burundais mais il demanderait des Â« gestes Â», notamment la libÃ©ration de journalistes et dâ€™TMun activiste qui croupissent en prison. Droits de lâ€™TMhomme, lutte contre la corruption : Tout le monde attendait donc un signe dâ€™TMouverture de la part du prÃ©sident Evariste Ndayishimiye avant ce rendez-vous prÃ©vu normalement vers la mi-octobre. Celui-ci nâ€™TMest jamais venu, au contraire. Le gÃ©nÃ©ral Ndayishimiye est restÃ© droit dans ses bottes, dans la ligne des messages durs lancÃ©s depuis 5 ans. Un diplomate africain parle dâ€™TMune Â« posture Â» en rappelant que lâ€™TMÃ©conomie du pays est Ã genoux et que le gouvernement burundais a dÃ©sespÃ©rÃ©ment besoin de deviner aujourdâ€™TMhui. En attendant, le gÃ©nÃ©ral prÃ©sident qui a fait de la lutte contre la pauvretÃ© son cheval de bataille a appelÃ© le Burundais Ã adhÃ©rer dans des coopÃ©ratives financÃ©es par le gouvernement. Elles ne seraient rÃ©servÃ©es quâ€™TMaux seuls membres du parti au pouvoir accuse lâ€™TMopposition, mais le pouvoir dÃ©ment. Pas de rÃ©bellion au Burundi, mais de Â« simples criminels Â», selon Evariste Ndayishimiye Depuis un mois, un groupe rebelle burundais, le RED Tabara basÃ© jusquâ€™TMici dans lâ€™TMest de la RDC, a revendiquÃ© des attaques visant les forces de lâ€™TMordre et les Imbonerakure, membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir que lâ€™TMONU qualifie de milices, et qui ont dÃ©jÃ fait une trentaine de morts dans les deux camps dans plusieurs provinces du pays. Depuis, des dizaines dâ€™TMarrestations de militants dâ€™TMopposition ont Ã©tÃ© signalÃ©es Ã travers tout le pays, mais le pouvoir burundais sâ€™TMÃ©tait refusÃ© jusquâ€™TMici toute dÃ©claration sur toute cette affaire, laissant cours aux rumeurs. Le chef de l'Etat Ã©tait trÃ©s attendu sur cette question, lâ€™TMune des premiÃres qui lui a Ã©tÃ© posÃ©e. Le gÃ©nÃ©ral Evariste Ndayishimiye a balayÃ© la question du revers de la main. Il sâ€™TMagit pour lui de groupes de Â« simples criminels Â». Et dâ€™TMexpliquer quâ€™TMon ne peut pas prÃ©tendre au titre de rÃ©bellion tant quâ€™TMon nâ€™TMa pas conquis une commune dans le pays ou quâ€™TMon ne sâ€™TMattaque Ã la personne du chef de lâ€™TMEtat. Â« Il ne faut pas confondre un voleur et un rebelle. Je vous donne un exemple : Ãsa fait des jours que je me dÃ©place de nuit. Demandez Ã quelle heure je suis arrivÃ© Ã Bujumbura, quand j'ai quittÃ© Kigoma en Tanzanie. Jâ€™TMai traversÃ© la forÃªt de la Kibira et je nâ€™TMai jamais inquiÃ©tÃ©, alors, qui sont-ils ? Â», a dÃ©clarÃ© le prÃ©sident. Des dizaines de personnes, dont une trentaine de responsables locaux du principal parti dâ€™TMopposition, le CNL dâ€™TMAgathon Rwasa, ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©es Ã travers le pays depuis le dÃ©but des attaques. Câ€™TMest pour des raisons dâ€™TMenquête, a justifiÃ© le prÃ©sident burundais : Â« Si au cours de lâ€™TMenquête ces criminels sont passÃ©s Ã tel ou tel endroit, le gouvernement a le droit de vous interroger pour savoir si vous Ãates au courant, si vous connaissez ces gens, si vous Ãates complice, afin de les retrouver Â». RÃ©action toute ironique dâ€™TMune des principales figures de la sociÃ©tÃ© civile en exil : Pacifique Nininahazwe a rappelÃ© dans un tweet que lâ€™TMancienne rÃ©belle du Cnnd-FDD, au pouvoir aujourdâ€™TMhui, nâ€™TMavait jamais rÃ©ussi Ã contrÃªler ne fut-ce quâ€™TMune colline pendant la guerre de 1993 Ã 2006.